



L'éthique s'invite dans les conversations transatlantiques sur la régulation du numérique

Publié le lundi 29 avril 2019

Voir en ligne : <https://www.france-science.org/L-ethique-s-invite-dans-les.html>

Les Etats-Unis et l'Union européenne font face aux mêmes défis alors que les nouvelles technologies transforment nos sociétés, nos économies et même nos démocraties : la désinformation en ligne, la protection des données personnelles et de la vie privée, l'intelligence artificielle amènent autant de questions sur la meilleure façon de saisir les opportunités fournies par le numérique tout en réduisant les risques. Alors que l'Union européenne a mis en place l'an dernier son nouveau règlement général de protection des données (RGPD) et que les Etats-Unis réfléchissent à l'opportunité de mettre en place un cadre législatif protecteur, la commissaire européenne à la Justice, aux Consommateurs et l'Egalité des genres, Věra Jourová, était invitée par le *Center for Technology Innovation* de la *Brookings Institution* pour parler des différentes initiatives politiques européennes concernant la société et l'économie numériques et les flux transatlantiques de données.

La *Brookings Institution*, l'un des plus anciens think tanks de Washington DC, spécialisé dans les sciences sociales, était représenté par Cameron Kerry, ancien secrétaire d'Etat au Commerce et chercheur émérite invité au *Center for Technology Innovation*. Ensemble, Cameron Kerry et Věra Jourová ont discuté des évolutions de la protection de la vie privée des deux côtés de l'Atlantique, de la réglementation de l'économie numérique mondiale, et de la relation franco-américaine dans l'élaboration de solutions adaptées au niveau international.

La commissaire a commencé son intervention par rappeler que le droit à la vie privée était un droit indispensable et que des problèmes similaires se posaient des deux côtés de l'Atlantique en matière de sécurité, d'équité et de démocratie, même si la transformation numérique était également porteuse d'opportunités d'innovation économique et sociale. Elle a expliqué que son rôle était d'étudier les impacts de la technologie pour être en mesure de garantir les valeurs chères à l'Europe et de rendre illégal en ligne ce qui est illégal hors ligne. Elle a réaffirmé la volonté de l'Europe de peser sur ces sujets au niveau global afin de mettre l'humain au centre de la révolution numérique. Le RGPD a ainsi été présenté comme un moyen de redonner au citoyen le contrôle de sa vie privée et de ses données. La commissaire a également insisté sur la lutte contre les contenus violents en ligne ainsi que sur la transparence des publicités politiques sur les réseaux sociaux. Enfin, la Commissaire a mis en garde contre les biais présents dans les systèmes d'intelligence artificielle, appelant à développer une approche centrée autour de l'humain.

Pour mettre en place cette approche éthique et centrée sur l'humain de la technologie, la commissaire a appelé à la constitution d'une coalition de pays partageant les mêmes valeurs. Elle a affirmé son souhait de voir l'Europe et les Etats-Unis travailler ensemble sur ces sujets qui les concernent de la même façon, ainsi que son espoir que les initiatives européennes servent de modèle aux américains. Věra Jourová a rappelé que si

la protection de la vie privée était au départ perçue comme une « obsession européenne », les sénateurs américains des deux partis qu'elle venait de rencontrer travaillaient aujourd'hui sur des propositions de loi.

La protection des données, les biais des algorithmes et l'éthique en intelligence artificielle sont en effet autant de sujets que l'on voit monter sur la scène américaine. Certains Etats se sont déjà emparés du sujet : la Californie, notamment, a mis en place le *California Consumer Privacy Act* (CCPA) en septembre 2018 pour renforcer le droit à la vie privée et la protection des consommateurs pour les résidents de l'Etat. Au niveau fédéral, la Sous-commission pour les technologies de l'information de la Commission pour le contrôle et la réforme du gouvernement a mené en 2018 une série de trois auditions sur les biais et les défauts de l'intelligence artificielle, appelant à une régulation adaptée pour que les innovations en IA ne pénalisent pas injustement les citoyens.

Les chercheurs américains sont déjà nombreux à s'être emparés de ces questions. En partenariat avec l'université de New York, les chercheuses Kate Crawford et Meredith Whittaker ont lancé en 2017 le *AI Now Institute*, le premier centre de recherche à étudier les implications sociales de l'intelligence artificielle. A l'université d'Harvard, le *Berkman Klein Center for Internet & Society* étudie de façon interdisciplinaire les impacts des technologies numériques, notamment les questions d'éthique et de gouvernance de l'intelligence artificielle, l'équité des algorithmes et les atteintes à la vie privée. Au MIT, [la stratégie du College of Computing va être redéfinie](#), notamment pour faire progresser la recherche sur l'éthique et les politiques publiques afin de mettre les nouvelles technologies au service du bien commun.

Rédactrice :

- Clémentine Désigaud, Attachée adjointe pour la Science et la Technologie, Washington DC, deputy-ntics@ambascience-usa.org